Revue Internationale DAMBE

ISSN :1987-1996

Numéro Spécial-Mars 2026

Valorisation des Savoirs Endogènes et Promotion de la Recherche Scientifique

Revue semestrielle multidimensionnelle du CERFDES
Bamako - Mali
https://revuedambe.cerfdesconsulting.com/

CC BY

Revue Internationale DAMBE

Valorisation des savoirs endogènes et promotion de la recherche scientifique.

ISSN :1987-1996

PRESENTATION

Tirant son nom du mot bambara « **Dambé** », qui signifie la dignité, la revue Internationale « **Dambé** » vise à promouvoir la recherche scientifique en mettant en valeur les savoirs endogènes en Afrique et ailleurs. C'est une revue semestrielle adossée au Centre d'études, de Recherche et de Formation sur les Dynamiques Économiques, Environnementales et Sociales (CERFDES). À l'exception des numéros spéciaux dont la publication est conjoncturelle, la revue publie deux numéros par an (Juin et Décembre).

Ayant un intérêt particulier pour les sciences sociales, elle reçoit des contributions de doctrine livrant des réflexions sur toutes les questions ou problématiques actuelles dans des domaines tels que, la géographie, l'économie, le droit, la santé et tout autre sujet concernant les sciences sociales, humaines et environnementales.

Les articles soumis à la revue Dambé sont évalués de façon rigoureuse par un comité scientifique et de lecture composés de chercheurs et d'enseignants-chercheurs de diverses nationalités et de spécialités variées. Tous les articles publiés restent accessibles librement par les auteurs ainsi que par les lecteurs sur le site de la revue.

COMITE EDITORIAL

Président du Comité Scientifique

Pr Balla DIARRA, Professeur titulaire en Géographie, École Nationale d'Administration

Coordinateur Scientifique

Dr Issa DIALLO, Maître de conférences en sociologie de la santé, INFTS

Rédacteur en Chef

Dr Idrissa DEMBELE, Maître assistant en droit, USJPB

Rédacteur en Chef Adjoint

Dr Adama Koné, Géographe, CERFDES

Coordonnateur des Rubriques Sciences de la Santé

Dr Abdoul Salam DIARRA, Maître assistant en Santé Publique, CNRST, Bamako, Mali

Directeur de publication

Dr Malick TIMBINE, Maître assistant en Géographie, environnement et santé, ISH

COMITE SCIENTIFIQUE

Pr Balla DIARRA, Géographie, Ecole Nationale d'Administration, Mali

Pr Flatie OUATTARA, philosophie, Université Joseph K. Zerbo, Burkina Faso

Pr Seydou MARIKO, Géographie, Ensup de Bamako, Mali

Pr Cheich Hamala TOURE, Professeur titulaire, Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako (USJPB), Mali

Pr Brema Ely DICKO, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Pr Aboubacar Sidiki COULIBALY, littérature anglaise, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Pr Belco OUOLOGUEM, Philosophie, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Bazoumana DIARRASSOUBA, Géographie, Maître de conférences, CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire

Dr Nouhoum TANDINA, Maitre de Conférences CAMES, USJPB

Dr Amadou TRAORE, Maître de conférences CAMES en sociologie, Université de Ségou.

Dr Fodié TANDJIGORA, Sociologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Ibrahima TRAORE, Sciences de l'Education, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Boureima TOURE, Anthropologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Seydou LOUA, Sciences de l'Education, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Abdoulaye GUINDO, Anthropologie médicale, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Kawélé TOGOLA, Anthropologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Almamy SYLLA, Anthropologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Arouna DEMBELE, Géographie, Maître de conférences, USSGB Mali

Dr Amadou BAMBA, Maître de conférences en Économie, USSGB, Mali

Dr Baba COULIBALY, Géographie Maître de Recherche à l'ISH. Mali

Dr Aimé Assué YAO, Géographie, Maître de conférences CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte D'ivoire.

Dr Tuo PEGA, Géographie de la santé, Maître de conférences CAMES, Université Félix Houphouët Boigny.

Dr Papa Fara DIALLO, Maitre de conférences en sciences politiques, Université Gaston Berger de saint Louis, Sénégal

Dr Boubacar dit Dédé TRAORE, Archéologie, Maître de conférences à l'ISH.

Dr N'Gna TRAORE, anthropologie, Maître de conférences à l'ISH.

Dr Issa DIALLO, Maitre de conférences en sociologie de la santé, INFTS.

Dr Souleymane KEITA, Maître de conférences, philosophe, USLHB.

Dr Moctar SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de conférences, sciences de l'éducation, USLHB.

Dr Mory DIALLO, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Allaye NIANGALY, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Abdoul SOGODOGO, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Oumar Toumaly DIALLO, Maitre de conférences, USJPB

Dr Samba SOGOBA, Maître de Conférences, USJPB

Dr Yamadou CAMARA, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Ahmed SAMAKE, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Mariam SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Fousseyni DOUMBIA, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Sounko SISSOKO, Maitre de Conférences, Université de Ségou

Dr Lamine SANDY, Sociologie, Maitre de recherche, INFTS, Mali

COMITE DE LECTURE

Dr Bazoumana DIARRASSOUBA, Géographie, Maître de conférences, CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire

Dr Arouna DEMBELE, Géographie, Maître de conférences, USSGB Mali

Dr Issa DIALLO, Maître de conférences des Universités du CAMES en sociologie de la santé, INFTS

Dr Souleymane KEITA, Maître de conférences, philosophe, USLHB.

Dr Moctar SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de conférences, sciences de l'éducation, USLHB

Dr Tuo PEGA, Géographie de la santé, Maître de conférences CAMES, Université Félix Houphouët Boigny.

Dr Ibrahima TRAORE, Sciences de l'Éducation, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Mory DIALLO, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Mariam SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Yacouba TENGUERI, Maître-assistant CAMES Sociologie, Université de Dédougou, Burkina Faso.

Dr Amadou BAMBA, Maitre-assistant CAMES, Maître de conférences en Économie, USSGB, Mali

Dr Yéo LANZENI, Maître-assistant CAMES en Géographie, Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan.

Dr Mesmer Luther GUEUYOU, Centre d'études de droit international de l'université Paris Ouest, Enseignant chercheur à l'université de Nantes.

Dr Solim ALEKA, Docteur en Droit public, Ministère de la Santé du TOGO.

Dr Hamidou NAPARE, Sciences de l'éducation, Chargé de Recherches à l'INFSS.

Dr Bakaye TOGOLA, Anglais, études africaines et postcoloniales, UCAD

Dr Issa TOGOLA, Maître assistant en Géographie, Institut de sciences humaines, Bamako.

Dr Soufiana Souleymane MAIGA, didactique des langues université de touba Arabe.

Dr Drissa TRAORE, Maître assistant CAMES, Université de Daloa, RCI.

Dr Tiecoura Hamed COULIBALY, Université Péléforo Gon Coulibaly de Korhogo.

Dr Siaka DOUMBIA, Maître assistant en Géographie, Université de Ségou.

Dr Francis Birama Daba SARR, philosophe, Université cheikh Anta Diop de Dakar.

Dr Falingué KEITA, Économie, USSGB.

Dr Harouna BAGAYOKO, Géographie, USSGB.

Dr Adama KONÉ, Géographie, Université de gestion et de développement durable de Bamako.

Dr Amadou SOW, Droit, Centre d'Etudes, de Recherche et de Prospective en Afrique – CERPA (Mali).

Dr Ibrahima BAMBA, Droit, Institut de pédagogie universitaire de Bamako (IPU)

Dr Lassine DIARRA, Maître-Assistant USJPB.

Dr Adama KONE, Géologie, Maître-Assistant à la FST

Dr Issa OUATTARA, Maître assistant en Géographie, INFTS de Bamako.

Dr Oumar DEMBELE, Géographie, point SUD.

Dr Oumar KONÉ, philosophie, USLHB.

Dr Abdou Bougoury TRAORE, Économie de l'environnement, USSGB.

Dr Lassina TOGOLA, logisticien, USSGB.

Dr Ousmane DOUMBIA, Marketing communication, USSGB.

Dr Toumani KANTE, sciences agronomiques, IER.

Dr Youssouf GUINDO, Géographie de l'environnement, ENSUP.

Dr YAO Koffi Bertrand, Maître assistant CAMES en Géographie, Université Félix Houphouet Boigny d'Abidjan.

Dr Abdoulaye MAIGA, Économie politique, USSGB.

Dr Abdoul wahab Issiaka MAIGA, Administration Éducative et planification. Université privée Attaoune (UPA), BAMAKO

Dr Ousmane Famagan KONATE, Droit public.

Dr Malick TIMBINE, Géographie, environnement et Santé, Maître-Assistant à l'ISH.

Dr Moussa FOFANA, anthropologie de la santé, Maître-Assistant à L'ISH.

Dr Lala Aïché TRAORE, Lettre Moderne, Maître- Assistant à l'ISH.

Dr Yaya SIDIBE, Économie, Maître Assistant à l'USSGB.

Dr Mamoutou BERTHE, Philosophie à l'ENSup.

Dr Abdoulaye N'Tigui KONARE, économiste, Maître- Assistant à l'USSGB.

Dr Boubacar KONATE, Maître-Assistant à l'INFTS.

Dr Ousmane SY, Maître de recherche, Epidémiologiste, Direction Générale de la Santé et de l'Hygiène Publique, Bamako, Mali.

Dr Abdoul Salam Diarra, Maître assistant en Santé Publique, CNRST, Bamako, Mali.

Dr Idrissa DEMBELE, droit, Maitre-Assistant, USJPB

Dr Bengaly GUINDO, Science politique, Maitre-Assistant USJPB

Dr Sory Ibrahim Maiga, Science politique, Maitre-Assistant USJPB

Dr Mohamed BERTHE, droit Maitre-Assistant, École supérieur de journalisme et des sciences de la communication, Bamako

Dr Seydou MALLET, droit, USJPB

Dr Oumar CAMARA, droit, Maitre-Assistant en droit USJPB

Dr Bakary KONE, Maitre-Assistant à l'Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako.

Dr Lamine Boua COULIBALY, Géographie, Maitre-Assistant à l'Université de Ségou.

Dr Soumaila COULIBALY, Psychologie, Enseignant chercheur à l'université des sciences sociales et de gestion de Bamako.

Dr Seydou Soungalo COULIBALY, Sciences de l'éducation, à l'IPU de Bamako.

Dr Ibrahim Amara DIALLO, Philosophie politique et morale, ULSHB.

Dr Ibrahim KONE, relations internationales, FSAP, Bamako

Dr Moïse Jean, Docteur en droit public à l'Université de Nanterre, Chercheur postdoctoral à l'Université de Genève.

SOMMAIRE

Tantely Oliva RAKOTONINDRINA, Faly Tinasoa ANDRIANANDRASANIRINA, Tantely Ny Andry Nomena Anjarasoa RAKOTONINDRINA et Tantely Aro Tafika Notahina Anjarasoa RAKOTONINDRINA

- LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LA RÉGION DIANA, MADAGASCAR 1
- COMBATING CORRUPTION AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT IN THE DIANA REGION, MADAGASCAR 1

Abdoul Kader SIDIBE, Bouréma KONE, Adama.BOUARÉ, Joas SOGOBA, Souleymane Aboubacrine MAÏGA

- DETERMINANTS DU CHOIX DE MARCHE DES PRODUCTEURS-COMMERÇANTS DE RIZ DANS LA ZONE OFFICE DU NIGER AU MALI..... 20
- DETERMINANTS OF MARKET CHOICE OF RICE PRODUCERS AND TRADERS IN THE OFFICE DU NIGER ZONE IN MALI 20

Adama KONE, Issa DIALLO, Sory Ibrahima BAH, Sounkalo DEMBELE

- USAGES DU FLEUVE NIGER ET RISQUES SANITAIRES A BAMAKO 40
- USES OF THE NIGER RIVER AND HEALTH RISKS IN BAMAKO 40

Bakary DAGNO, Mahamadou CISSE, Tenemaka SANOGO

- GESTION DES EAUX USEES DANS LES RUES DE LA COMMUNE II DU DISTRICT DE BAMAKO..... 52
- WASTEWATER MANAGEMENT IN THE STREETS OF COMMUNE II IN THE BAMAKO DISTRICT" 52

NKUFI KIB-BAYIB Omer

- KINSHASA EN CRISE : INSECURITE URBAINE, PRECARITE SOCIO-ECONOMIQUE ET RECOMPOSITION DU LIEN SOCIAL 62
- KINSHASA IN CRISIS: URBAN INSECURITY, SOCIOECONOMIC VULNERABILITY, AND THE RECONFIGURATION OF SOCIAL COHESION 62

Ibréhima YEBEIZE

- LES MARQUES DE L'IDENTITE DOGON DANS L'EMPREINTE DU RENARD DE MOUSSA KONATE 77
- THE MARKS OF DOGON IDENTITY IN MOUSSA KONATÉ'S THE FOX'S FOOTPRINT..... 77

Drissa KANAMBAYE et Kali KEÏTA

- LA CRISE DU CARBURANT AU MALI: ENTRE STRATEGIE DE DESTABILISATION ET MEDIA-MENSONGES..... 88
- THE FUEL CRISIS IN MALI: BETWEEN A STRATEGY OF DESTABILIZATION AND MEDIA MISINFORMATION 88

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LA RÉGION DIANA, MADAGASCAR

COMBATING CORRUPTION AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT IN THE DIANA REGION, MADAGASCAR

Tantely Oliva RAKOTONINDRINA, Enseignant- Chercheur, ENS Université Fianarantsoa
Email: rakotonindrinatantelyoliva@gmail.com
Docteur Faly Tinasoa ANDRIANANDRASANIRINA, Enseignant- Chercheur, ENS Université Fianarantsoa
Email: ens.faly@gmail.com
Tantely Ny Andry Nomena Anjarasoa RAKOTONINDRINA, Doctorante en Education EDT/ GOUVSOMU, Université de Fianarantsoa
Email: nyandryrkt@gmail.com
Tantely Aro Tafika Notahina Anjarasoa RAKOTONINDRINA, Doctorante en Education EDT/ GOUVSOMU , Université Fianarantsoa
Email: arotafikarakotonindrina@gmail.com

Résumé

La corruption constitue un obstacle majeur au développement durable dans la région DIANA, au nord de Madagascar. Cette étude examine les liens complexes entre corruption et développement durable à travers une approche méthodologique mixte combinant données qualitatives et quantitatives. L'enquête menée auprès de 450 répondants dans les six districts révèle une prévalence alarmante : 78 % des participants déclarent avoir été témoins ou victimes d'actes de corruption au cours de l'année écoulée. Les secteurs les plus affectés incluent l'administration fiscale et douanière (89 %), les marchés publics (84 %) et la gestion foncière (81 %).

L'impact économique est considérable avec une perte estimée à 240 milliards d'ariary annuellement et une baisse de 43 % des investissements directs étrangers entre 2020 et 2024. Sur le plan social, 73 % des ménages pauvres signalent que l'accès aux services publics nécessite des paiements informels inabordables. L'impact environnemental se manifeste par l'exploitation illégale des ressources naturelles, avec 89 % des cas de trafic de bois précieux impliquant la complicité d'agents publics. L'étude identifie trois facteurs structurels : la faiblesse des rémunérations publiques, le manque de transparence dans la gestion des ressources, et l'impunité généralisée avec seulement 8 % de taux de condamnation définitive.

Les perspectives d'amélioration de la lutte contre la corruption s'articulent autour de sept axes stratégiques : renforcement institutionnel et juridique, digitalisation des procédures administratives, revalorisation de la fonction publique, mobilisation citoyenne par la formation de 200 observateurs dans les communes, approches sectorielles ciblées, coopération régionale et internationale, et système rigoureux de suivi-évaluation. La lutte contre la corruption apparaît comme une condition indispensable pour libérer le potentiel de développement de la région DIANA, dotée d'atouts considérables mais entravée par ce fléau systémique.

Mots-clés : : *Corruption, développement durable, gouvernance, région DIANA, Madagascar, transparence, BIANCO, investissements directs étrangers, ressources naturelles, services publics.*

Abstract

Corruption constitutes a structural impediment to sustainable development in the DIANA region of northern Madagascar, a territory of exceptional natural and economic potential yet ranked among the country's most deprived. Grounded in a mixed-methods design combining a structured survey of 450 respondents across the region's six districts with 60 key-

informant interviews and extensive documentary analysis, this study provides the first empirically comprehensive assessment of corruption's multi-dimensional impact in this context. Findings reveal an alarming prevalence : 78% of respondents reported having witnessed or experienced acts of corruption in the preceding year. The most affected sectors are tax and customs administration (89%), public procurement (84%), and land management (81%).

The economic toll is substantial : estimated annual losses reach 240 billion ariary, while foreign direct investment declined by 43% between 2020 and 2024. On the social dimension, 73% of low-income households report that access to essential public services is contingent on informal payments they cannot afford, deepening existing inequalities. Environmentally, corruption acts as a direct enabler of resource extraction : 89% of documented precious-timber trafficking cases implicate public officials, contributing to 12,000 hectares of annual deforestation. Structural analysis identifies three root drivers — chronically low civil-service remuneration, opacity in public resource management, and a culture of impunity evidenced by an 8% final-conviction rate.

In response, the study derives seven strategic reform axes : institutional and legal strengthening, administrative digitalization, civil-service revitalization, citizen mobilization, sector-specific interventions, regional and international cooperation, and a rigorous monitoring and evaluation framework. These converging perspectives demonstrate that combating corruption is not merely a governance imperative but the essential precondition for unlocking the DIANA region's considerable development potential.

***Key-words* : Corruption, sustainable development, governance, DIANA region, Madagascar, BIANCO, anti-corruption reform, foreign direct investment, institutional weakness, impunity.**

Introduction

Madagascar figure parmi les pays les plus touchés par la corruption en Afrique subsaharienne, occupant le 142*e* rang sur 180 pays dans l'Indice de Perception de la Corruption 2024 de Transparency International. Ce classement alarmant reflète une réalité systémique qui compromet gravement les perspectives de développement durable du pays. La région DIANA, située au nord de la Grande Île, n'échappe pas à cette réalité malgré son potentiel économique considérable lié au tourisme, à l'agriculture de rente et aux ressources naturelles exceptionnelles. Comme le soulignait Kofi Annan : *« La corruption est un fléau insidieux qui appauvrit les pauvres, sape les institutions démocratiques et l'État de droit, et affaiblit la confiance dans les institutions »*[1]. Cette observation s'applique particulièrement à la région DIANA où les pratiques corruptives entravent l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD).

La littérature académique internationale établit un lien robuste entre corruption et sous-développement. Rose-Ackerman (1999) démontre que la corruption agit comme un *« sable dans les rouages »* de l'économie, augmentant les coûts de transaction et détournant les ressources des investissements productifs[2]. Les travaux pionniers de Mauro (1995) établissent empiriquement qu'une amélioration d'un écart-type dans l'indice de corruption augmente le taux d'investissement de 2,9 points de pourcentage et la croissance annuelle du PIB par habitant de

[1]Kofi Annan (2003), *Préface au rapport de la Convention des Nations Unies contre la corruption*, Nations Unies, New York, p. iii.
[2]Susan Rose-Ackerman (1999), *Corruption and Government: Causes, Consequences, and Reform*, Cambridge University Press, Cambridge, p. 9.

0,5 point, à partir d'un échantillon de 67 pays[3]. Ces effets sont particulièrement marqués dans les économies en développement où les institutions restent fragiles.

La théorie institutionnaliste, notamment les travaux d'Acemoglu et Robinson (2012), fournit un cadre analytique complémentaire : les institutions extractives, qui concentrent le pouvoir entre les mains d'une élite, génèrent des niveaux de corruption élevés et entravent le développement à long terme[4]. Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2010) proposent une approche multidimensionnelle qui permet d'appréhender la corruption comme un dysfonctionnement systémique de la gouvernance, et non comme de simples transactions illicites isolées[5]. Klitgaard (1988) formalise ce constat dans son équation désormais classique : C = M + D – R (Corruption = Monopole + Discrétion – Redevabilité), particulièrement pertinente pour analyser les administrations publiques malgaches[6].

Dans le contexte malgache, la Banque Mondiale (2023) souligne que la corruption constitue l'un des principaux obstacles à la réduction de la pauvreté, affectant particulièrement l'accès des populations vulnérables aux services publics essentiels[7]. Le PNUD (2022) relève que Madagascar a perdu 12 places dans l'Indice de Développement Humain entre 2015 et 2022, une régression largement attribuable à la mauvaise gouvernance et à la corruption endémique[8]. Transparency International confirme que *« la corruption détourne les ressources des pauvres vers les riches, augmente le coût des affaires et fausse le terrain de jeu pour les entrepreneurs »*[9].

Ces constats convergent vers un paradoxe fondamental qui structure l'objet de cette étude : la région DIANA dispose d'atouts naturels et économiques considérables tourisme de premier plan (Nosy Be concentre 35 % des arrivées touristiques internationales à Madagascar), agriculture d'exportation diversifiée (vanille, cacao, café) et ressources naturelles d'une richesse exceptionnelle et pourtant affiche des indicateurs de développement humain parmi les plus faibles du pays, avec un taux de pauvreté de 68 %, supérieur à la moyenne nationale de 64 %. C'est précisément cette contradiction entre potentiel et sous-performance qui appelle une investigation rigoureuse des mécanismes par lesquels la corruption neutralise les conditions du développement durable dans ce territoire.

En effet, si la corruption est reconnue comme le facteur structurel central de la sous-performance de la région DIANA, les mécanismes précis par lesquels elle entrave chacun des trois piliers du développement durable économique, social et environnemental restent insuffisamment documentés dans ce contexte géographique et institutionnel spécifique. Par ailleurs, les stratégies anticorruptions jusqu'ici déployées montrent des résultats limités et fragmentaires, faute d'une approche systémique ancrée dans les réalités locales.

---

[3]Paulo Mauro (1995), *« Corruption and Growth », The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 110, No. 3, Oxford University Press, Oxford, p. 681.

[4]Daron Acemoglu et James A. Robinson (2012), Why Nations Fail: *The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*, Crown Publishers, New York, p. 73.

[5]Daniel Kaufmann, Aart Kraay et Massimo Mastruzzi (2010), « *The Worldwide Governance Indicators*: *Methodology and Analytical Issues* », World Bank Policy Research Working Paper, No. 5430, Washington D.C., p. 4.

[6]Robert Klitgaard (1988), *Controlling Corruption*, University of California Press, Berkeley, p. 75.

[7]Banque Mondiale (2023), *Madagascar Economic Update: Investing in People for* a Resilient Recovery, World Bank Group, Washington D.C., p. 22.

[8]PNUD (2022), *Rapport sur le développement humain 2022 – Madagascar*, Programme des Nations Unies pour le Développement, Antananarivo, p. 14.

[9]Transparency International (2023), *Corruption Perceptions Index 2023* : Global Report, Transparency International, Berlin, p. 12.

D'où la question de recherche : *Comment la corruption affecte-t-elle concrètement les différentes dimensions du développement durable (économique, sociale et environnementale) dans la région DIANA, et quelles stratégies adaptées au contexte local pourraient efficacement renforcer la gouvernance et promouvoir un développement véritablement durable ?*

Tout en essayant d'y répondre , cette recherche vise à (1) quantifier la prévalence et les formes spécifiques de corruption dans la région DIANA ; (2) analyser empiriquement l'impact de la corruption sur les trois piliers du développement durable ; (3) identifier les facteurs structurels favorisant la corruption dans le contexte régional ; (4) évaluer l'efficacité des mécanismes anticorruption existants ; et (5) proposer des perspectives d'amélioration de la lutte contre la corruption adaptées au contexte local pour renforcer la gouvernance et promouvoir un développement durable et inclusif.

1.Matériel et méthodes

1.1. Matériel théorique

Cette étude mobilise plusieurs cadres théoriques complémentaires pour analyser le phénomène de corruption et son impact sur le développement durable. Le premier cadre est celui de l'économie institutionnelle, fondé sur les travaux de *North (1990)*, qui souligne que : *« les institutions sont les règles du jeu dans une société ou, plus formellement, les contraintes élaborées par les hommes qui façonnent les interactions humaines »*. Le deuxième cadre est le modèle analytique de *Klitgaard (1988)* : C = M + D – R (Corruption = Monopole + Discrétion – Redevabilité). Le troisième cadre est celui du développement durable selon le rapport Brundtland (CMED, 1987), complété par les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies (2015–2030). Enfin, la théorie des institutions extractives d'*Acemoglu et Robinson (2012)* permet d'appréhender comment les élites perpétuent les structures corruptives pour maintenir leur position. Ces quatre cadres s'articulent pour offrir une lecture multidimensionnelle de la corruption en région DIANA.

1.2. Zone d'étude

La région DIANA, dont le chef-lieu est Antsiranana (Diego-Suarez), s'étend sur 19 266 km² et compte une population estimée à 1,4 million d'habitants en 2024. Elle comprend cinq districts : Antsiranana I et II, Ambanja, Ambilobe, Nosy Be. La région présente une grande diversité géographique, allant des zones côtières touristiques de Nosy Be aux zones agricoles productrices de cacao, vanille et café, en passant par des zones forestières riches en biodiversité, notamment le Parc national de la Montagne d'Ambre et la Réserve spéciale d'Ankarana.

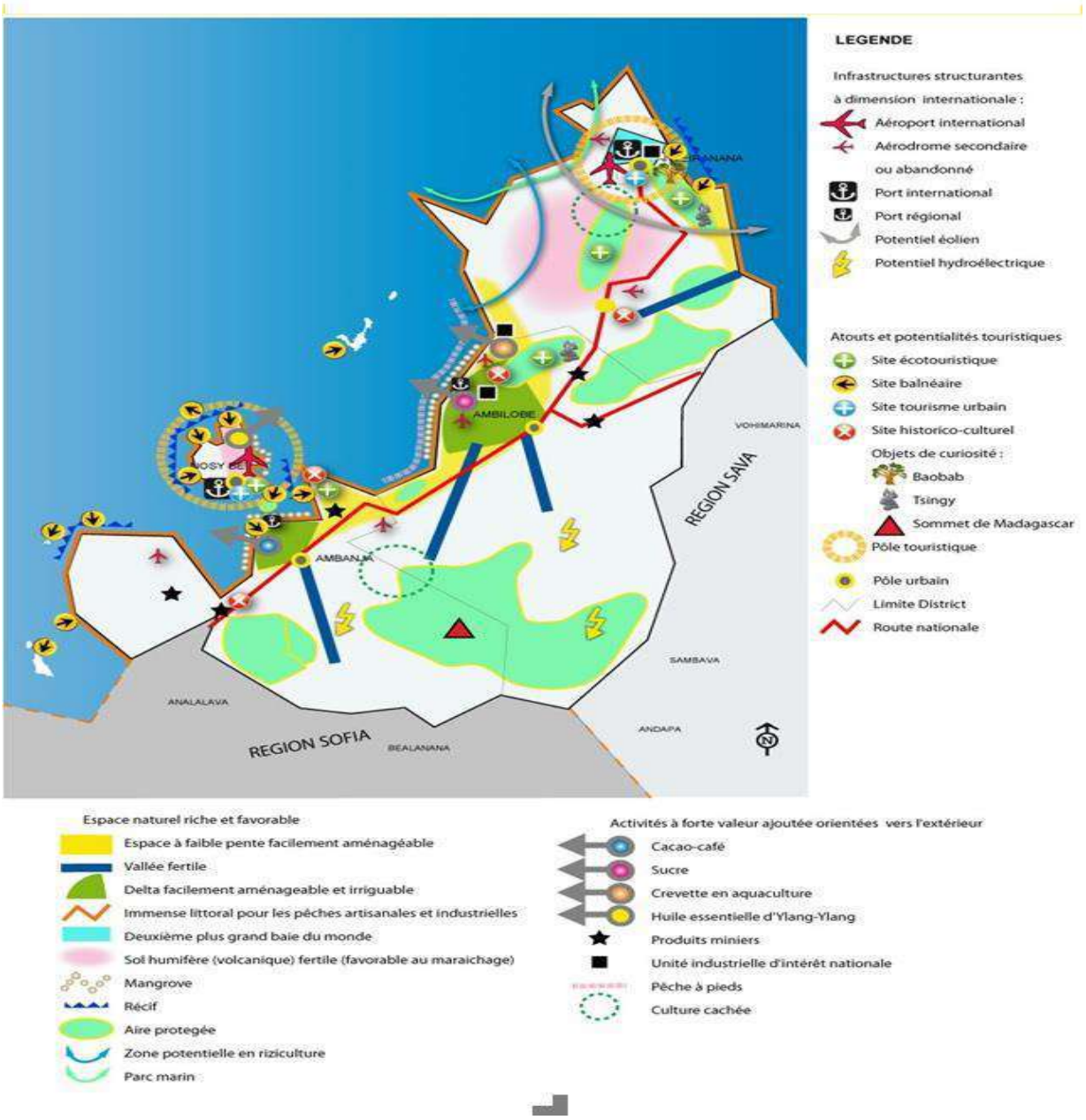
Tableau 1 : Caractéristiques de la zone d'étude (région DIANA)

Caractéristique	Valeur
Superficie	19 266 km²
Population (2024)	1,4 million d'habitants
Nombre de districts	5(Antsiranana I & II, Ambanja, Ambilobe, Nosy Be)
Contribution au PIB national	4,2 %
Taux de pauvreté	68 % (moy. nationale : 64 %)
Principaux secteurs économiques	Tourisme, agriculture d'exportation, pêche, mines
Biodiversité remarquable	Parc nat. Montagne d'Ambre, Réserve Ankarana

Source : INSTAT Madagascar, Annuaire statistique 2024

Sur le plan économique, la région DIANA contribue à hauteur de 4,2 % au PIB national, principalement à travers le tourisme (Nosy Be accueille 35 % des touristes internationaux visitant Madagascar), l'agriculture d'exportation (vanille, cacao), et dans une moindre mesure la pêche et l'exploitation minière artisanale. Cependant, malgré ces atouts, le taux de pauvreté dans la région atteint 68 %, supérieur à la moyenne nationale de 64 %, témoignant d'un développement inégal et d'une mauvaise redistribution des richesses générées par les secteurs dynamiques (INSTAT, 2024).

<u>Carte</u> : Carte présentant les atouts et les opportunités qui font la force de la Région DIANA



***<u>Source</u>** : Bureau de la Région DIANA,2012, « Schéma Régional de l'aménagement du territoire »,p.18*

1.3. Approche méthodologique

1.3.1. Type d'étude

Cette étude s'inscrit dans une approche mixte (*mixed methods*) combinant méthodes qualitatives et quantitatives pour assurer une triangulation des données et une compréhension approfondie du phénomène étudié, conformément aux recommandations de *Creswell et Plano Clark (2018)* pour l'étude de phénomènes sociaux complexes. La collecte de données s'est déroulée entre janvier et septembre 2025 dans les cinq districts de la région DIANA. Cette approche permet de bénéficier des avantages complémentaires des deux paradigmes : la

profondeur et la richesse contextuelle des données qualitatives d'une part, et la généralisation et la quantification permises par les données quantitatives d'autre part.

1.3.2. Population d'étude et échantillonnage

L'échantillonnage stratifié a été conçu pour assurer une représentativité optimale des différentes catégories d'acteurs impliqués dans les questions de gouvernance et de développement. La stratification a été effectuée selon deux dimensions : géographique (les six districts) et catégorielle (fonctionnaires, opérateurs économiques, société civile, élus, magistrats). Au sein de chaque strate, un échantillonnage aléatoire simple a été appliqué à partir des listes officielles disponibles (registres administratifs, chambres de commerce, associations enregistrées).

L'échantillon final comprend 450 répondants : 150 fonctionnaires des administrations publiques (33 %), 120 opérateurs économiques formels (27 %), 100 représentants de la société civile incluant ONG et associations communautaires (22 %), 50 élus locaux (maires, conseillers municipaux) (11 %), et 30 magistrats et auxiliaires de justice (7 %). Des entretiens semi-directifs d'une durée moyenne de 75 minutes ont été menés avec 60 informateurs clés, enregistrés avec leur consentement et intégralement retranscrits.

1.3.3. Collecte et analyse des données

Le questionnaire structuré, validé par pré-test auprès de 30 répondants non inclus dans l'échantillon final, comprenait 45 questions fermées et semi-ouvertes organisées en six sections, avec une échelle de *Likert* en 5 points pour les attitudes et perceptions. L'analyse documentaire a porté sur les rapports du BIANCO (2020–2024), les statistiques judiciaires, les documents budgétaires des communes et les études sectorielles. Les données quantitatives ont été traitées avec SPSS version 26 selon la démarche de *Field (2018)*, tandis que l'analyse thématique de contenu (*Braun et Clarke, 2006*) a été appliquée aux données qualitatives avec le logiciel NVivo 12, avec un coefficient de kappa inter-codeurs de 0,82 indiquant un accord substantiel.

2. Résultats

2.1. Prévalence de la corruption

Tableau 2 : Taux de corruption par secteur dans la région DIANA

Secteur	Taux (%)	Rang
Administration fiscale et douanière	89	1er
Marchés publics	84	2e
Gestion foncière	81	3e
Justice	76	4e
Éducation	68	5e
Santé	64	6e
Services d'état civil	58	7e

Source : Données de l'enquête, région DIANA, 2025 ; Rapports BIANCO 2020-2024.

Les résultats révèlent une prévalence élevée de la corruption dans la région DIANA, avec 78 % des répondants déclarant avoir été témoins ou victimes d'actes de corruption au cours des douze derniers mois. Les secteurs les plus touchés sont l'administration fiscale et douanière (89 %), les marchés publics (84 %), la gestion foncière (81 %), la justice (76 %) et l'éducation (68 %). L'analyse par district révèle des variations significatives : Nosy Be présente le taux le plus élevé (84 %), probablement lié à l'intensité des flux touristiques et commerciaux, tandis que Sambava enregistre le taux le plus bas (72 %).

2.2. Formes de corruption identifiées

L'analyse identifie trois formes principales de corruption : la petite corruption administrative touchant 67 % des usagers des services publics avec des montants variant entre 5 000 et 50 000 ariary, la corruption de grande échelle dans les marchés publics représentant un surcoût moyen de 35 % sur les projets d'infrastructures, et le détournement de fonds publics estimé à 18 % du budget régional selon les données du BIANCO.

Tableau 3 : Formes de corruption identifiées, prévalence et caractéristiques

Forme de corruption	Prévalence	Montants (Ariary)	Secteurs cibles
Petite corruption administrative	67% des usagers	5 000 – 50 000	État civil, santé, permis
Corruption grande échelle (marchés publics)	Surcoût moyen 35%	Millions à milliards	Infrastructures, BTP
Détournement de fonds publics	18% du budget régional	N/D (estimation)	Gestion budgétaire
Corruption environnementale (trafic bois)	89% impliquent agents publics	Variable	Forêts, douanes
Corruption électorale et politique	43% des élus interrogés	20 000 – 500 000	Élections locales

Source : Données de l'enquête, BIANCO 2024 ; entretiens semi-directifs, région DIANA, 2025.

2.3. Impact économique

Tableau 4 : Impact économique de la corruption dans la région DIANA

Indicateur	Valeur mesurée
Entrepreneurs déclarant la corruption comme obstacle majeur	62%
Perte économique annuelle estimée	240 milliards d'ariary
Baisse des investissements directs étrangers (2020-2024)	-43%
Surcoût moyen de la corruption dans les marchés publics	+35% sur les projets d'infrastructures
Surcoût opérationnel lié à la corruption (secteur hôtelier)	22% des coûts opérationnels

Source : Données de l'enquête 2025 ; BIANCO 2024 ; INSTAT Madagascar, Annuaire statistique 2024.

Sur le plan économique, 62 % des entrepreneurs déclarent que la corruption constitue un obstacle majeur à leurs activités, entraînant une perte estimée à 240 milliards d'ariary annuellement. Les investissements directs étrangers ont diminué de 43 % entre 2020 et 2024, principalement en raison des risques liés à la corruption. Dans le seul secteur touristique, les surcoûts liés aux pratiques corruptives représentent 22 % des coûts opérationnels des établissements hôteliers, pénalisant la destination face à la concurrence régionale.

2.4. Impact social

Sur le plan social, la corruption aggrave profondément les inégalités. 73 % des ménages pauvres déclarent que l'accès aux services publics de base nécessite des paiements informels qu'ils ne peuvent assumer. Dans le secteur éducatif, 58 % des parents d'élèves rapportent avoir effectué des paiements illicites pour l'inscription ou les examens de leurs enfants. Le secteur de la santé présente des dysfonctionnements similaires avec 64 % des patients ayant dû effectuer des paiements informels pour accéder aux soins théoriquement gratuits.

Tableau 5 : Indicateurs de l'impact social de la corruption dans la région DIANA

Indicateur social	Valeur mesurée	Population concernée
Ménages pauvres nécessitant paiements informels pour services publics	73%	Ensemble des ménages pauvres de la région
Parents d'élèves ayant effectué paiements illicites (inscription/examens)	58%	Familles scolarisant des enfants
Patients ayant subi paiements informels pour accéder aux soins	64%	Usagers des centres de santé publics
Taux de confiance envers les institutions publiques	18% (vs 27% national)	Ensemble des répondants
Femmes entrepreneures victimes d'extorsion (taux supérieur aux hommes)	+18%	Opérateurs économiques féminins

Source : Données de l'enquête 2025 ; entretiens semi-directifs ; INSTAT Madagascar 2024.

2.5. Impact environnemental

L'impact environnemental est particulièrement préoccupant dans une région à la biodiversité exceptionnelle. La corruption facilite l'exploitation illégale des ressources naturelles : 89 % des cas de trafic de bois précieux impliquent la complicité d'agents publics, tandis que 76 % des permis d'exploitation minière artisanale ont été délivrés sans respect des procédures environnementales. La déforestation dans la région DIANA s'élève à 12 000 hectares par an, largement favorisée par des réseaux de corruption impliquant autorités locales et exploitants illégaux.

Tableau 6 : Indicateurs de l'impact environnemental de la corruption dans la région DIANA

Indicateur environnemental	Valeur mesurée	Source / Portée
Cas de trafic de bois précieux impliquant des agents publics	89%	Données BIANCO 2020-2024
Permis d'exploitation minière artisanale délivrés sans procédures environnementales	76%	Registres administratifs, districts
Déforestation annuelle favorisée par réseaux de corruption	12 000 ha/an	Imagerie satellitaire, MINEF 2024
Inscription Madagascar sur liste CITES non-conformes	2024	Convention CITES, rapports 2024
Proportion de fokontany sans services environnementaux fonctionnels	47%	Données terrain, enquête 2025

Source : BIANCO 2024 ; Ministère de l'Environnement et des Forêts (MINEF) 2024 ; Convention CITES ; données terrain 2025.

2.6. Efficacité des mécanismes anticorruption

Les mécanismes anticorruption existants montrent des limites importantes. Seulement 23 % des cas signalés au BIANCO aboutissent à des poursuites judiciaires, et le taux de condamnation définitive n'atteint que 8 %. Le délai moyen de traitement des affaires de corruption atteint 4,5 ans, décourageant les plaignants. Le manque de protection des lanceurs d'alerte dissuade 91 % des témoins de dénoncer les actes de corruption. En revanche, l'expérience pilote de Nosy Be dans la digitalisation du paiement de la taxe touristique a permis une réduction de 64 % de la corruption dans ce segment.

Tableau 7: Efficacité des mécanismes anticorruption dans la région DIANA

Indicateur d'efficacité	Valeur mesurée	Évaluation
Taux de poursuites judiciaires après signalement au BIANCO	23%	Très faible
Taux de condamnation définitive	8%	Critique
Témoins dissuadés de dénoncer (absence de protection des lanceurs d'alerte)	91%	Très élevé
Délai moyen de traitement judiciaire d'une affaire de corruption	4,5 ans	Excessif
Communes bénéficiant d'un monitoring budgétaire par la société civile	12%	Insuffisant
Réduction corruption après digitalisation fiscale (expérience Nosy Be)	-64%	Positif (modèle)

Source : BIANCO 2024 ; Statistiques judiciaires, Tribunaux d'Antsiranana et Nosy Be, 2020-2024 ; données de l'enquête 2025.

3. Exploitation des résultats

3.1. Facteurs structurels de la corruption

L'exploitation des résultats permet d'établir une cartographie détaillée des déterminants structurels de la corruption dans la région DIANA. Trois mécanismes principaux émergent de l'analyse. Premièrement, la faiblesse institutionnelle constitue le terreau de la corruption : 71 % des services ne disposent pas d'équipements informatiques adéquats, 65 % des agents ne reçoivent aucune formation continue, et 82 % des procédures ne sont pas documentées ni standardisées. Cette opacité favorise l'arbitraire et les pratiques corruptives. Comme l'observe Klitgaard dans sa formule : *« la corruption égale le monopole plus la discrétion moins la responsabilité »*[10], conditions largement réunies dans les administrations régionales.

Tableau 8 : Facteurs structurels favorisant la corruption dans la région DIANA

Facteur structurel	Indicateur clé	Valeur / Ampleur
Faiblesse institutionnelle	Services sans équipements informatiques adéquats	71%
Manque de formation	Agents sans formation continue	65%
Opacité procédurale	Procédures non documentées/standardisées	82%
Impunité systémique	Affaires de hauts fonctionnaires classées sans suite	76%
Précarité des agents publics	Fonctionnaires vivant sous le seuil de pauvreté (salaire moy. 180 000 Ar/mois)	68%
Vide institutionnel rural	Fokontany sans services publics fonctionnels	47%

Source : Données de l'enquête 2025 ; entretiens semi-directifs ; rapports BIANCO 2020-2024.

3.2. Impunité systémique

Deuxièmement, l'impunité systémique perpétue la corruption. L'analyse des dossiers judiciaires révèle que 76 % des affaires impliquant des hauts fonctionnaires sont classées sans suite. Les délais de traitement atteignent en moyenne 4,5 ans, décourageant les plaignants. La proximité entre élites économiques, politiques et judiciaires crée des réseaux d'influence qui neutralisent les mécanismes de contrôle. Comme le confie un juge au tribunal d'Antsiranana sous couvert d'anonymat : *« Les témoins se rétractent par peur de représailles. Les avocats multiplient les procédures dilatoires. L'impunité est la règle, la sanction l'exception. »*

3.3. Pauvreté et précarité des agents publics

Troisièmement, la pauvreté et la précarité des agents publics alimentent la petite corruption. Avec un salaire moyen de 180 000 ariary par mois, 68 % des fonctionnaires régionaux vivent sous le seuil de pauvreté, créant des incitations puissantes aux pratiques corruptives pour compléter leurs revenus. Cette réalité illustre le constat d'Amartya Sen selon lequel *« la pauvreté n'est pas seulement un manque de revenus, mais aussi un manque de capacités fondamentales »*[11], incluant la capacité à résister aux pressions corruptives. Un maire d'une commune rurale résume cette réalité : *« Les salaires des agents communaux sont dérisoires, souvent payés avec trois ou quatre mois de retard. Dans ce contexte, comment exiger une intégrité absolue ? »*

3.4. Impact sur les Objectifs de Développement Durable

L'impact sur les ODD est quantifiable et multidimensionnel. Les simulations économétriques montrent qu'une réduction de 50 % de la corruption permettrait d'accélérer de 2,3 points la croissance annuelle et de sortir 47 000 personnes de la pauvreté dans la région DIANA d'ici 2030 (ODD 1). La corruption compromet l'ODD 8 en décourageant l'entrepreneuriat formel : 54 % des entreprises opèrent dans le secteur informel principalement pour éviter les tracasseries administratives. Le taux de confiance envers les institutions publiques n'atteint que 18 % dans la région DIANA, contre une moyenne nationale de 27 %, minant le contrat social nécessaire au développement durable (ODD 16).

[11] Amartya Sen (1999), *Development as Freedom*, Oxford University Press, Oxford, p. 87.

Tableau 9 : Impact de la corruption sur les Objectifs de Développement Durable dans la région DIANA

ODD	Indicateur	Impact quantifié	Mécanisme
ODD 1	Réduction de la pauvreté	47 000 personnes sortiraient de la pauvreté avec -50% de corruption d'ici 2030	Accès bloqué aux services sociaux et transferts
ODD 8	Entrepreneuriat formel et croissance	54% des entreprises opèrent dans l'informel pour éviter la corruption	Surcoût de 22% en tourisme, baisse IDE de 43%
ODD 10	Réduction des inégalités	73% des ménages pauvres exclus des services publics par les paiements informels	Barrières d'accès pour les plus démunis
ODD 15	Protection de la biodiversité	12 000 ha/an déforestés ; inscription CITES 2024	Complicité agents publics dans trafic bois (89%)
ODD 16	Institutions efficaces et justice	Taux de confiance 18% (vs 27% national) ; condamnation 8%	Impunité systémique, délais judiciaires 4,5 ans
ODD 17	Partenariats et financement	IDE -43% ; coopération CITES compromise	Risque-pays perçu élevé pour investisseurs

Source : Données de l'enquête 2025 ; simulations économétriques ; INSTAT Madagascar 2024 ; rapports BIANCO 2020-2024.

3.5. Vulnérabilités sectorielles

L'analyse sectorielle révèle des vulnérabilités spécifiques. Dans le secteur touristique, les surcoûts liés à la corruption représentent 22 % des coûts opérationnels des hôtels, pénalisant la destination face à la concurrence régionale (Réunion, Seychelles, Maurice). Dans le secteur agricole, 69 % des petits exploitants — qui représentent 83 % des agriculteurs de la région — déclarent avoir dû verser des pots-de-vin pour sécuriser leurs droits fonciers ou accéder aux intrants subventionnés. Dans le secteur extractif, 76 % des permis miniers artisanaux ont été délivrés sans respect des procédures environnementales, avec des conséquences directes sur la biodiversité.

Tableau 10 : Vulnérabilités sectorielles à la corruption dans la région DIANA

Secteur	Forme principale de corruption	Indicateur clé	Impact
Tourisme (Nosy Be, Montagne d'Ambre)	Licences/permis et contrôles sanitaires	Surcoût : 22% des coûts opérationnels des hôtels	Perte de compétitivité régionale
Agriculture (vanille, cacao, café)	Attribution des terres, accès au crédit agricole	69% des petits exploitants ont versé des pots-de-vin pour sécuriser leurs droits	Frein à la productivité
Mines et ressources naturelles	Permis sans procédures env., trafic bois précieux	76% des permis irréguliers ; 12 000 ha/an de déforestation	Dégradation biodiversité
Services publics locaux (état civil, fiscalité)	Petite corruption administrative généralisée	De 2 000 à 50 000 Ar par transaction informelle	Exclusion des populations pauvres
Secteur informel (83% des agriculteurs)	Évitement de l'administration pour échapper à la corruption	54% des entreprises dans l'informel	Perte fiscale et frein à la formalisation

Source : Données de l'enquête 2025 ; entretiens semi-directifs ; rapports sectoriels BIANCO 2024 ; données INSTAT 2024.

4. Discussion et perspectives

4.1. Contextualisation des résultats

Les résultats de cette étude confirment l'ampleur de la corruption dans la région DIANA et son impact délétère sur le développement durable, rejoignant les conclusions des recherches menées dans d'autres contextes africains. Mauro (1995) avait démontré qu'une amélioration d'un écart-type dans l'indice de corruption augmente la croissance annuelle de 0,5 point[12] : nos estimations pour la région DIANA quantifient cet impact à 2,3 points pour une réduction de moitié de la corruption, ce qui est cohérent avec les données de contexte régional. Par ailleurs, nos données révèlent que la corruption réduit l'efficacité des dépenses publiques de 31 %, signifiant qu'environ un tiers des ressources ne produisent pas les résultats escomptés en termes de développement, corroborant les constats de Rose-Ackerman (1999) sur les distorsions d'allocation des ressources publiques[13].

4.2. Spécificité culturelle : le fihavanana et la frontière don/corruption

Une première spécificité concerne la persistance de pratiques traditionnelles qui brouillent la frontière entre don et corruption. Dans la culture malgache, le *fihavanana* (solidarité communautaire) implique des échanges réciproques de services et de cadeaux qui, appliqués aux relations avec l'administration, peuvent dériver vers la corruption. Comme le rappelle Joseph Nye, *« la corruption n'est pas une simple déviance individuelle, mais un*

phénomène profondément enraciné dans les structures sociales et culturelles »[14]. Cette ambiguïté culturelle complique les efforts de sensibilisation et requiert une approche nuancée, distinguant les pratiques légitimes de solidarité des détournements corruptifs.

4.3. Séquence des réformes : approche simultanée vs. Séquentialiste

La deuxième spécificité réside dans la faiblesse particulière de l'État dans les zones rurales. Dans 47 % des fokontany étudiés, l'absence quasi-totale de services publics fonctionnels crée un vide institutionnel comblé par des arrangements informels souvent corruptifs. Les théories séquentialistes suggèrent qu'il faut d'abord construire des institutions fonctionnelles avant de lutter efficacement contre la corruption. Nos résultats suggèrent plutôt une approche simultanée : les expériences réussies de Nosy Be dans la digitalisation des services fiscaux montrent que des initiatives anticorruptions ciblées peuvent générer des ressources supplémentaires permettant le renforcement institutionnel, créant ainsi un cercle vertueux.

4.4. Efficacité différenciée des stratégies anticorruption

Nos données révèlent que les approches purement punitives montrent des résultats limités : malgré une augmentation de 35 % des contrôles fiscaux entre 2022 et 2024, l'incidence de la corruption dans ce secteur n'a diminué que de 4 %. En revanche, les initiatives combinant simplification administrative, digitalisation et participation citoyenne ont produit des résultats plus significatifs. Dans les communes ayant adopté des budgets participatifs, l'incidence de la corruption dans les marchés publics a diminué de 28 % en deux ans. Ces constats rejoignent les analyses de Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2010) sur la gouvernance, qui insistent sur la nécessité d'approches multidimensionnelles et systémiques.

4.5. Corruption environnementale et biodiversité

La corruption environnementale mérite une attention particulière dans une région où la biodiversité est parmi les plus élevées au monde. L'absence de traçabilité dans la filière bois précieux, facilitée par la corruption douanière, a conduit à l'inscription de Madagascar sur la liste des pays ne respectant pas les accords CITES en 2024. La déforestation de 12 000 ha/an, favorisée par les réseaux corruptifs, érode un capital naturel irremplaçable et compromet directement l'ODD 15. Ce constat rejoint les travaux d'Acemoglu et Robinson (2012) sur les institutions extractives qui sacrifient le capital naturel au profit d'une élite.

4.6. Rôle de la société civile et dimension genre

Nos résultats soulignent le rôle crucial de la société civile : les régions où des organisations de la société civile exercent un monitoring budgétaire affichent des taux de corruption dans les marchés publics inférieurs de 23 % à la moyenne régionale. Cependant, seulement 12 % des communes bénéficient d'un tel monitoring. La dimension genre de la corruption ressort également : les femmes entrepreneures rapportent des taux d'extorsion supérieurs de 18 % à ceux des hommes, tandis que les services publics dirigés par des femmes présentent des taux de corruption inférieurs de 21 %, suggérant que la promotion de la parité dans l'administration publique pourrait constituer une stratégie anticorruption efficace.

[14]Joseph S. Nye (1967), « *Corruption and Political Development: A Cost-Benefit Analysis* », American Political Science Review, Vol. 61, No. 2, p. 419.

4.7. Économie politique de la réforme et perspectives

L'économie politique de la réforme anticorruption reste un défi central. Les réseaux corruptifs impliquent souvent les élites qui détiennent le pouvoir de décision sur les réformes — ceux qui bénéficient le plus de la corruption sont précisément ceux qui doivent approuver sa réduction. Seule une mobilisation citoyenne forte combinée à des pressions internationales peut créer les conditions politiques nécessaires aux réformes substantielles. Des expériences africaines comparables illustrent qu'une telle dynamique est possible : le Rwanda est passé de la 121e à la 49e position dans l'Indice de Perception de la Corruption entre 2003 et 2024, grâce à un leadership politique fort, une digitalisation systématique et une tolérance zéro pour la corruption. Pour la région DIANA, des pistes de recherche futures s'imposent : études longitudinales pour établir des causalités robustes, analyse de l'impact des nouvelles technologies (blockchain pour la traçabilité foncière, intelligence artificielle pour la détection de fraudes dans les marchés publics), et évaluation approfondie des effets de la coopération décentralisée sur la gouvernance locale.

4.8. Perspectives d'amélioration de la lutte contre la corruption

Sur la base des résultats de cette étude, sept perspectives d'amélioration de la lutte contre la corruption se dégagent pour la région DIANA. Ces perspectives ne constituent pas une liste de mesures isolées ; elles forment un programme d'action intégré, articulant des réformes institutionnelles fondamentales, des leviers technologiques de réduction de la discrétion administrative , une réponse aux facteurs de vulnérabilité individuels des agents publics, la mobilisation de contre-pouvoirs citoyens, des interventions calibrées selon les secteurs les plus exposés , l'ancrage dans une dynamique régionale et internationale, et enfin un dispositif de pilotage et d'évaluation permettant de mesurer les progrès accomplis. Chaque axe découle directement des facteurs structurels identifiés dans cette étude et des enseignements tirés des expériences comparées.

4.8.1. Renforcement institutionnel et juridique.

Le premier axe est fondateur : sans institutions judiciaires et de contrôle dotées d'une réelle indépendance, toute autre réforme risque d'être neutralisée par l'impunité. Il s'agit concrètement de renforcer l'indépendance opérationnelle et les capacités d'enquête du BIANCO, d'accroître le taux de poursuite judiciaire — actuellement bloqué à 23 % —, d'instaurer une protection effective des lanceurs d'alerte par un cadre législatif contraignant, et de réduire les délais judiciaires de 4,5 ans à moins de 18 mois grâce à la création de chambres spécialisées en matière de corruption. Comme le soulignait *Montesquieu* : *« Il n'y a point encore de liberté si la puissance de juger n'est pas séparée de la puissance législative et de l'exécutrice »* (De l'Esprit des lois, 1748).

4.8.2. Digitalisation des procédures administratives.

Le deuxième axe s'attaque directement à la variable "discrétion" de l'équation de Klitgaard. L'expérience pilote de Nosy Be, qui a réduit la corruption de 64 % dans la collecte de la taxe touristique grâce à la digitalisation, démontre la puissance de ce levier et doit être généralisée à l'ensemble des services publics de la région. La dématérialisation des procédures d'état civil, foncières et fiscales réduira structurellement les opportunités d'interaction discrétionnaire entre agents et usagers, conformément à l'équation de *Klitgaard (1988)* qui préconise de réduire la discrétion des agents publics.

4.8.3. Revalorisation de la fonction publique.

Le troisième axe traite la vulnérabilité économique des agents publics, facteur déterminant de la petite corruption quotidienne. Avec 68 % des fonctionnaires régionaux vivant sous le seuil de pauvreté avec un salaire moyen de 180 000 ariary, une revalorisation salariale progressive et conditionnée à des engagements d'intégrité doit accompagner la mise en place de mécanismes de contrôle renforcés — les deux dimensions étant indissociables pour briser le cercle de la précarité contrainte. *Amartya Sen (1999)* rappelle que *« le développement peut être conçu comme un processus d'expansion des libertés réelles dont jouissent les individus »* — ce qui inclut la liberté des agents publics de ne pas être contraints à la corruption par leur précarité.

4.8.4. Mobilisation citoyenne

Le quatrième axe repose sur le constat empirique que la transparence citoyenne constitue l'un des correctifs les plus efficaces identifiés dans cette étude. Il s'agit de former 200 observateurs citoyens répartis dans les 125 communes pour assurer un monitoring participatif des marchés publics et des services publics. Les résultats de notre enquête corroborent ce choix : les communes bénéficiant d'un monitoring de la société civile affichent une réduction de 23 % de la corruption dans les marchés publics. Comme le rappelle *Louis Brandeis (1914)* : *« La lumière du soleil est le meilleur des désinfectants »* — la transparence et le contrôle citoyen constituent des remèdes puissants contre la corruption.

4.8.5. Approches sectorielles ciblées

Le cinquième axe reconnaît que la corruption ne se combat pas de manière uniforme : les secteurs les plus vulnérables exigent des réponses spécifiques, calibrées selon leurs modes opératoires propres. Des interventions différenciées sont ainsi nécessaires dans les domaines suivants : (a) administration fiscale et douanière — prévalence de 89 % — : généralisation du paiement électronique et suppression des points de contact physiques discrétionnaires ; (b) marchés publics — 84 % — : adoption d'un système de passation électronique avec publication systématique des attributions ; (c) gestion foncière — 81 % — : mise en place d'un cadastre numérique avec traçabilité par blockchain pour sécuriser les droits fonciers et éliminer les rentes liées aux permis.

4.8.6. Coopération régionale et internationale

Le sixième axe inscrit la lutte anticorruption de la région DIANA dans une dynamique supra-nationale, reconnaissant que les réseaux corruptifs transfrontaliers ne peuvent être démantelés par une action isolée. Il convient de renforcer les partenariats avec les pays de la Commission de l'Océan Indien ayant réussi leur transition anticorruption — notamment le Rwanda, passé de la 121e à la 49e position dans l'IPC entre 2003 et 2024 — pour bénéficier des transferts d'expertise et d'expérience. Parallèlement, l'aide internationale devra être conditionnée à des progrès mesurables et vérifiables en matière de gouvernance, en s'appuyant sur des indicateurs définis en concertation avec les acteurs locaux.

4.8.7. Système rigoureux de suivi-évaluation

Le septième et dernier axe est la condition de réussite de l'ensemble du programme : sans mesure rigoureuse des progrès, les réformes risquent de demeurer déclaratives. Il s'agit de mettre en place un tableau de bord régional de lutte anticorruption avec des indicateurs SMART publiés trimestriellement : taux de poursuites judiciaires, délais de traitement, prévalence sectorielle mesurée annuellement, et taux de satisfaction des usagers quant à l'accès aux services publics. *Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2010)* insistent sur l'importance de mesurer

la gouvernance à travers des indicateurs multidimensionnels pour orienter les politiques publiques.

5. Limites de l'étude

Malgré la rigueur méthodologique déployée, plusieurs limites doivent être reconnues. Premièrement, la sensibilité du sujet peut avoir entraîné un biais de désirabilité sociale, certains répondants minimisant leur propre implication dans des actes corruptifs : les données sur la prévalence doivent donc être interprétées comme des estimations minimales. Deuxièmement, l'étude transversale ne permet pas d'établir des relations causales définitives ; des données longitudinales et des méthodes économétriques plus sophistiquées (variables instrumentales, discontinuités de régression) seraient nécessaires. Troisièmement, la quantification de certains phénomènes, notamment le détournement de fonds publics, repose sur des estimations issues de sources multiples plutôt que sur des mesures précises. Enfin, les formes subtiles de grande corruption (capture de l'État, financement politique occulte, collusions entre grandes entreprises et hauts fonctionnaires) n'ont pu être approfondies et nécessiteraient des méthodologies d'investigation différentes.

Conclusion

La présente étude a documenté l'ampleur de la corruption dans la région DIANA et son impact délétère sur les trois piliers du développement durable. Avec 78 % des répondants déclarant avoir été témoins ou victimes d'actes de corruption au cours de la dernière année, et des pertes économiques estimées à 240 milliards d'ariary annuellement, l'urgence d'une action coordonnée et déterminée est manifeste. Comme le rappelait Nelson Mandela, *« la corruption appauvrit les nations et alimente les conflits »*[15] — dans une région dotée d'une biodiversité exceptionnelle, d'un potentiel touristique unique et de richesses agricoles considérables, la corruption est le principal obstacle empêchant la transformation de ce potentiel en développement effectif profitant à l'ensemble des 1,4 million d'habitants.

Les facteurs structurels identifiés faiblesse institutionnelle, impunité systémique, précarité des agents publics, manque de transparence démontrent que la lutte anticorruption ne peut se limiter à des approches punitives. Elle requiert une réforme systémique combinant renforcement institutionnel, digitalisation, revalorisation de la fonction publique, et mobilisation citoyenne. Les expériences réussies identifiées dans la région, notamment la digitalisation de la collecte fiscale à Nosy Be avec une réduction de 64 % de la corruption dans ce segment, démontrent que des progrès rapides sont possibles lorsque la volonté politique existe et que les réformes sont bien conçues. Le succès de cette entreprise requiert un engagement politique au plus haut niveau, soutenu par une mobilisation citoyenne forte et un appui international coordonné conditionné à des progrès mesurables en matière de gouvernance.

References bibliographiques

- Amartya Sen (1999), *Development as Freedom*, Oxford University Press, Oxford
- Banque Mondiale (2023), *Madagascar Economic Update*, World Bank Group, Washington D.C.,
- Daniel Kaufmann, Aart Kraay et Massimo Mastruzzi (2010), « *The Worldwide Governance Indicators: Methodology and Analytical Issues* », World Bank Policy Research Working Paper, No. 5430

[15]Nelson Mandela (2002), Discours à la Conférence internationale anticorruption, Transparency International, Prague, p. 5.

- Daron Acemoglu et James A. Robinson (2012), *Why Nations Fail*, Crown Publishers, New York
- Joseph S. Nye (1967), « *Corruption and Political Development: A Cost-Benefit Analysis* », American Political Science Review, Vol. 61, No. 2
- Kofi Annan (2003), *Préface au rapport de la Convention des Nations Unies contre la corruption*, Nations Unies, New York
- Louis Brandeis (1914), *Other People's Money and How the Bankers Use It*, Frederick A. Stokes Company, New York
- Nelson Mandela (2002), *Discours à la Conférence internationale anticorruption*, Transparency International, Prague
- Paulo Mauro (1995), « *Corruption and Growth* », The Quarterly Journal of Economics, Vol. 110
- PNUD (2022), *Rapport sur le développement humain 2022 – Madagascar*, PNUD, Antananarivo
- Robert Klitgaard (1988), *Controlling Corruption*, University of California Press, Berkeley
- Susan Rose-Ackerman (1999), *Corruption and Government: Causes, Consequences, and Reform*, Cambridge University Press, Cambridge
- Transparency International (2023), *Corruption Perceptions Index 2023* : Global Report, Transparency International, Berlin